



Caisse d'Allocations Familiales  
des Pyrénées-Orientales  
112, rue Docteur Henri Ey  
66019 PERPIGNAN CEDEX

**MARCHE DE SERVICES  
DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES PYRENEES-  
ORIENTALES**

**MAPA n°2025-01**

**Mission de Maîtrise d'œuvre pour une  
installation de production photovoltaïque et  
bornes de recharge électrique  
CAF DES PYRENEES-ORIENTALES**

**MAITRE DE L'OUVRAGE :** Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales  
112 Rue du Docteur Henri Ey  
66 019 PERPIGNAN CEDEX 9

**Acte d'Engagement**

Famille : 85.20  
Code CPV : 71314300-5  
71315210-4

Etabli en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## **ARTICLE 1 – CONTRACTANT**

Je soussigné .....  
.....  
.....

- ☐ Agissant pour mon propre compte ;  
☐ Agissant pour le compte de la société :

Nom .....  
Adresse .....

Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) .....

Numéro d'identité d'établissement (SIRET) .....

Numéro d'activité économique principale (APE) .....

Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou  
numéro et ville d'enregistrement au répertoire des métiers .....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP) et des documents qui y sont mentionnés ;

- ☐ M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus,  
☐ Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus,

À exécuter les études et travaux dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée

- ☐ Ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours.  
☐ Ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 120 jours.

À compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation (RC).

### **IDENTIFICATION DES COTRAITANTS EN CAS DE GROUPEMENT\***

<b>RAISON SOCIALE 1 :</b>		<b>RAISON SOCIALE 2 :</b>	
SIRET** :		SIRET** :	
ADRESSE :		ADRESSE :	
TELEPHONE :		TELEPHONE :	
COURRIEL :		COURRIEL :	
SIGNATURE (sauf pouvoir du mandataire) :		SIGNATURE (sauf pouvoir du mandataire) :	
PAR :		PAR :	

LE :		LE :	
<b>RAISON SOCIALE 3 :</b>		<b>RAISON SOCIALE 4 :</b>	
SIRET** :		SIRET** :	
ADRESSE :		ADRESSE :	
TELEPHONE :		TELEPHONE :	
COURRIEL :		COURRIEL :	
SIGNATURE (sauf pouvoir du mandataire) :		SIGNATURE (sauf pouvoir du mandataire) :	
PAR :		PAR :	
LE :		LE :	

\* Adapter le tableau en ajoutant des lignes si besoin.

\*\* Ou n° de TVA intracommunautaire pour les fournisseurs issus de l'UE ou autre identifiant économique équivalent pour les pays hors UE.

**Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :**  
(en cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché, le groupement d'opérateurs économiques est :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint                      OU                      ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

- M'engage (nous engageons)<sup>(1)</sup> sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés au dossier de consultation, à exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions ci-après définies.

<sup>(1)</sup> Rayer la mention inutile

- **L'offre ainsi présentée ne lie toutefois le contractant que si son acceptation est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres telle que fixée par le règlement de consultation.**

## **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la désignation d'un bureau de Maîtrise d'Œuvre afin de réaliser des études techniques, de faisabilité, et de mener à bien un projet d'installation d'une centrale solaire photovoltaïque en autoconsommation par ombrières sur les parkings du site de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales ainsi que la mise en place de bornes de recharges électriques pour véhicules et vélos et la réalisation de sols perméables conformément à la loi résilience du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Le lieu d'exécution de ces travaux est :

Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales  
112 rue du Docteur Henri Ey  
66 019 PERPIGNAN

Le site comporte 3 bâtiments, dont 2 administratifs.

Il est précisé que les études et les travaux seront réalisés en milieu occupés et que l'exploitation du site à lieu du lundi au vendredi de 7H30 à 18H00.

## **ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

Ce marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

Les modalités d'exécution du marché sont fixées aux cahiers des clauses particulières.

Le prestataire s'engage sur le marché désigné après avoir pris connaissance de :

- Le présent Acte d'Engagement (AE 2025-01) et son annexe financière (CDPGF 2025-01)
- Le cahier des clauses particulières (CCP 2025-01)
- Le Programme Technique et Fonctionnel (PTF 2025-01)
- Le règlement de consultation (RC 2025-01)
- Le CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG PI) – 2021 Cahier des clauses administratives générales approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) depuis septembre 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux ;
- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,
- Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité Sociale et conformément à leurs clauses et stipulations,

## **ARTICLE 4 – PRIX DU MARCHÉ ET DELAI**

### **4.1 - Prix**

#### **Conditions générales de l'offre de prix :**

L'offre de prix est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent celui de la date limite de remise des offres soit **mars 2025** (appelé “mois zéro – m0”).

Elle résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération et comprend les éléments de mission de maîtrise d'œuvre définis au CCP.

#### **Rémunération :**

Après la réalisation de chaque mission, et validation de l'organisme de tutelle des travaux réalisés à l'avancement de chaque mission, le bureau d'étude fera parvenir la facture correspondante, en fonction du pourcentage prévu dans son CDPGF et validé par la Maîtrise d'Ouvrage.

Pour rappel, une mission est dite terminée, après validation par l'organisme de tutelle de tous les documents demandés pour cette mission y compris tout complément qui devra être apporté au retour de celui-ci.

#### **Décomposition de la rémunération du maître d'œuvre par élément de la mission :**

<b>Missions</b>	<b>Prix € HT</b>
1 - Diagnostic (DIA) et étude de faisabilité	€ HT
2 -1 Etude d'Avant-Projet (AVP) : APS	€ HT
2 -2 Etude d'Avant-Projet (AVP) : APD	€ HT
3 - Etude de projet (PRO)	€ HT
4 - Mission d'assistance au maître d'ouvrage pour la passation du contrat de travaux (ACT) et dossier de consultation des Entreprises (DCE)	€ HT
5 - Examen de la conformité au projet des Etudes d'Exécution (VISA)	€ HT
6 - Direction de l'exécution des contrats de travaux et Ordonnancement, pilotage et coordination (DET et OPC)	€ HT
7 - Assistance aux opérations de réception des travaux (AOR)	€ HT
<b>Total du marché</b>	<b>€ HT</b>

### **4.2. Modalités de rémunération**

Le forfait de rémunération est rendu définitif selon les dispositions de l'article 7.1 du CCP.

### **4.3 Durée – Prise d’effet – Délais d’exécution**

#### **4.3.1 Durée prévisionnelle du contrat**

Le présent contrat est conclu pour une durée prévisionnelle globale de 24 mois.

Les délais d’exécution des documents d’études et du dossier des ouvrages exécutés sont ceux mentionnés par le candidat au DPGF.

#### **4.3.2 Prise d’effet du contrat**

Le présent contrat prend effet à compter de la date de notification à son Titulaire.

A titre indicatif, la date prévisionnelle du début de l’exécution des prestations est : **Avril 2025**

### **4.4 - Avance**

Sauf refus express du titulaire dans l’acte d’engagement, la CAF doit accorder une avance au titulaire dans les conditions des articles R.2191-3 et suivants de du décret du 3 décembre 2018.

Je renonce au bénéfice de l’avance :

☐ OUI ☐ NON  
(Cocher la case correspondante.)

### **ARTICLE 5 – REGLEMENTS**

La CAF des PO se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit : ***(Joindre un RIB/IBAN à entête du partenaire financier)***

*1<sup>er</sup> contractant :*

TITULAIRE DU COMPTE :	
NOM DE L’ETABLISSEMENT BANCAIRE :	
ADRESSE :	
TELEPHONE :	
N° SIRET :	
CODE IBAN :	
CODE BIC :	

*2<sup>ème</sup> contractant :*

TITULAIRE DU COMPTE :	
NOM DE L’ETABLISSEMENT BANCAIRE :	
ADRESSE :	
TELEPHONE :	
N° SIRET :	
CODE IBAN :	
CODE BIC :	

3<sup>ème</sup> contractant :

TITULAIRE DU COMPTE :	
NOM DE L'ETABLISSEMENT BANCAIRE :	
ADRESSE :	
TELEPHONE :	
N° SIRET :	
CODE IBAN :	
CODE BIC :	

4<sup>ème</sup> contractant :

TITULAIRE DU COMPTE :	
NOM DE L'ETABLISSEMENT BANCAIRE :	
ADRESSE :	
TELEPHONE :	
N° SIRET :	
CODE IBAN :	
CODE BIC :	

(Indiquer les renseignements portés sur le relevé d'identité bancaire ou postal et joindre celui-ci)

**Signature du marché par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.**

#### 1 – Signature du marché par le titulaire individuel :

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché et conformément à leurs clauses, le signataire\* s'engage à exécuter les prestations demandées, aux prix indiqués ci-dessus.

Atteste sur l'honneur que le travail objet du présent marché sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail.

Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient qu'il ne tombe pas, ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues dans le code de la commande publique.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## 2 – Signature du marché ou de l'accord-cadre en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R2142-24 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018) :

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]*

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint                      OU                      ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;  
*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :  
*(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)*



Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

**Réponse de la CAF**

La proposition est acceptée en Euros (unité monétaire d’exécution du marché).

Pour le pouvoir adjudicateur,  
Le Directeur de la Caisse d’Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales

Signé le .....à Perpignan.

.....

**Notification du marché au titulaire.**

**Retour de la notification - Reçu, l'avis de réception électronique de la notification**

**ANNEXE 1 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance<sup>(1)</sup>**

ANNEXE N° 1 de l'AE 2025-01– peut être remplacée par une DC4

Marché .....

Titulaire .....

Objet .....

**Prestations sous-traitées**

Nature .....

Montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant : .....Euros HT

Sous-traitant	
Je soussigné,	
Agissant en mon nom personnel	
Agissant au nom et pour le compte de la société	
Domicilié à	
Téléphone	
Fax	
Adresse-email	
Immatriculé(e) à l'INSEE	
Numéro d'identité entreprise (SIREN)	
Numéro d'établissement (SIRET)	
Code d'activité économique principale (APE)	
Numéro d'inscription au Registre du Commerce	
Forme juridique de la société	

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)* :

.....  
.....

Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct :

☐ NON ☐ OUI

Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte)

Compte ouvert au nom de			
Sous le numéro		Clé RIB	
Banque			

Code banque		Code guichet	
-------------	--	--------------	--

### Conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐ NON ☐ OUI

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes .....

Date (ou mois) d'établissement des prix .....

Modalités de variation des prix .....

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....  
 .....  
 .....

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique

### Capacités professionnelles et financières du sous-traitant

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

### Attestations sur l'honneur du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application des articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique :

#### - **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

- **Lutte contre le travail illégal :** ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le

lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- **Liquidation judiciaire** : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

- **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

- **Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes** :

- Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

#### **Comptable assignataire des paiements**

Madame Hélène CARREYRE, Directrice financière,

A ....., le .....

Le contractant,

A ....., le .....

## ANNEXE 2 – Nantissement ou cession de créance

ANNEXE N° 2 de l'AE 2025-01

**\* Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier facilitant le crédit aux entreprises en ce qui concerne :

☐ La totalité du marché dont le montant est de : (indiquer le montant en chiffres et en lettres).

.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous- traitants bénéficiant du paiement direct et évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

☐ La partie des prestations évaluées à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

Et devant être exécutées par ..... en qualité de :

☐ Titulaire

☐ co-traitant

☐ sous-traitant

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire (si plusieurs comptables assignataires sont prévus, l'acheteur fournit autant de certificats de cessibilité qu'il y a de comptables en précisant sur chaque document le nom du comptable auquel il doit être remis. Chaque document ne mentionne que la part de la créance totale que le comptable auquel il est transmis est appelé à mettre en paiement (article R2393-34 du code de la commande publique) :

A,

le

Signature

**\* Modification(s) ultérieure(s) au contrat de sous-traitance** (A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée (indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettres) à :

.....  
.....

Montant initial :

- Ramenée à :

Ou - Portée à :

A,

le

Signature

### ANNEXE 3 – FICHE D'IDENTIFICATION DU CANDIDAT

ANNEXE N° 3 de l'AE 2025-01

Nom ou raison sociale : .....

Adresse: .....

Code Postal et Ville : .....

Téléphone : .....

SIREN : .....

Numéro SIRET (obligatoire) : .....

Code APE : .....

Courriel : .....

Correspondant : .....

Fonction : .....

Téléphone : .....

Chiffres d'affaires annuel : .....

Effectif : .....

☐ PME

#### **IMPORTANT :**

Joindre l'original d'un Relevé  
d'Identité Bancaire / Postal ou IBAN  
avec entête du partenaire financier

Cachet de l'entreprise  
et Signature du Responsable,